



Le système éducatif israélien engendre l'intolérance et le mensonge

Par [Jonathan Cook](#)

Mondialisation.ca, 14 janvier 2014

[thenational.ae](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Photo: Un père israélien amène son enfant à l'école le jour de la rentrée 2009 (Gershon Elinson/Flash 90)

John Kerry a passé la semaine dernière à tâter le terrain avec les Israéliens et les Palestiniens à propos de son accord cadre destiné à combler les lacunes entre les deux parties. Mais les questions qu'il tente de résoudre paraissent de jour en jour plus insolubles.

Alors qu'il était en route pour la région, les ministres « faucons » d'Israël donnaient leur bénédiction à la législation pour l'annexion de la Vallée du Jourdain, une large bande de la Cisjordanie qui sans cela pourrait être la colonne économique de l'Etat palestinien et sa seule porte sur le monde extérieur.

Dimanche dernier alors que M. Kerry s'en allait, le ministre de la Défense Moshe Yaalon arguait que la paix était impossible aussi longtemps que les Palestiniens et leurs livres d'école « incitaient » [à la haine] contre Israël, citant même un « index des provocations palestiniennes ».

L'hyperbole éclipsait deux études israéliennes qui pourraient bien un jour fournir l'étalon à l'aune duquel on jugera un « index des provocations israéliennes » équivalent.

Un sondage d'opinion a révélé que près de deux tiers des juifs israéliens croient que le récit palestinien du conflit – notamment la nakbah, la grande spoliation des Palestiniens en 1948 pour créer Israël – devrait être enseigné à l'école.

Voilà qui va à l'encontre de ce que pense M. Netanyahu lui-même. En 2011 son gouvernement a passé une loi interdisant aux institutions publiques d'offrir une tribune à de telles commémorations.

L'autre étude démontrait que lorsque des étudiants juifs sont exposés à l'arabe parlé dès leur jeune âge, entre 10 et 12 ans, ils considèrent les arabes d'une manière beaucoup moins hostile et stéréotypée. Actuellement, beaucoup d'étudiants juifs n'apprennent jamais l'arabe.

Avec un programme expérimental employant des enseignants de l'importante minorité palestinienne en Israël, l'étude notait que pour la plupart des enfants juifs c'était la première fois qu'ils développaient une relation de proximité avec un arabe. Néanmoins le

ministre de l'Education aurait écarté d'un geste les conclusions de l'étude et il négligera de financer le petit programme déjà existant, sans même parler de le développer.

Mais ce n'est pas par omission. Les gouvernements israéliens successifs ont minutieusement orchestré la structure de la société israélienne afin de s'assurer que les citoyens juifs et palestiniens soient maintenus dans des mondes linguistiques, culturels, éducatifs et émotionnels séparés.

Le raisonnement n'est pas difficile à percevoir. La dernière chose que souhaitent les dirigeants israéliens c'est que les citoyens juifs et palestiniens développent des intérêts partagés, forment des amitiés et agissent en solidarité. Cela commencerait d'éroder la logique même de l'Etat juif, en particulier un état basé sur le besoin supposé des juifs de se défendre d'un monde hostile - Israël se voit lui-même comme « la villa dans la jungle ».

Bref, l'avenir d'un état juif dépend précisément des stéréotypes anti-arabes inculqués aux jeunes esprits israéliens.

C'est pourquoi, alors que depuis 20 ans Israël est de plus en plus poussé à faire la paix, ce n'est sans doute pas une coïncidence si la séparation entre juifs et Palestiniens a été profondément ancrée.

Aujourd'hui, beaucoup de juifs israéliens rencontrent rarement un Palestinien, surtout cisjordanien ou gazaoui. Il est bien facile d'oublier qu'avant les accords d'Oslo de 1993, beaucoup de juifs israéliens s'aventuraient régulièrement dans les zones palestiniennes, pour faire des achats, aller manger ou faire réparer leur voiture. A cette époque les Palestiniens étaient « ostensibles » dans les communautés israéliennes, même si ce n'était que comme maçons ou serveurs. C'était sans doute une relation très inéquitable, voire coloniale, mais grâce à elle les Israéliens avaient du mal à diaboliser leurs voisins.

De tels contacts sont à présent des souvenirs lointains. Et c'est exactement ainsi que les dirigeants comme M. Netanyahu veulent maintenir les choses.

La politique intérieure d'Israël suit la même direction. Ces dernières semaines, le gouvernement a tout fait pour élever le seuil électoral en un effort à peine dissimulé pour débarrasser le parlement de partis arabes. La législation a également relancé les taxes destinées à faire sombrer les organisations de défense des droits de l'homme, celles qui sont la voix des Palestiniens en Israël et dans les Territoires occupés.

Le week-end, Avigdor Lieberman, le ministre des Affaires Etrangères, soutenait qu'un accord de paix devait inclure la disparition de centaines de milliers de citoyens palestiniens grâce au transfert de leurs domiciles vers un état palestinien futur mais très circonscrit.

Quand il se plaint que les citoyens palestiniens sont considérés par les dirigeants israéliens comme de simples « pièces de jeu d'échecs », le législateur palestinien Ahmed Tibi touche le cœur du problème. Il est facile de déshumaniser ceux qu'on connaît mal et dont on ne se soucie guère.

La politique de séparation d'Israël - et ses justifications par la sécurité - requiert non seulement que juifs et Palestiniens soient maintenus séparés, mais que les Palestiniens soient confinés dans une série de ghettos, que ce soit en Cisjordanie, à Jérusalem, à Gaza ou en Israël.

Ces divisions causent une infinité de souffrances. Une étude récente à Gaza, le plus isolé de ces ghettos, a découvert qu'un tiers des Palestiniens y étaient séparés physiquement d'un de leurs proches parents. Les restrictions imposées par Israël obligent les Palestiniens à renoncer à des mariages, à connaître le sort de parents au loin, à rater des cours et à perdre l'occasion de se faire soigner.

La priorité donnée à la sécurité israélienne sur la liberté des Palestiniens était LE point faible du processus d'Oslo, et le même ordre du jour fallacieux pollue les pourparlers de paix actuels.

Dans un commentaire pour le quotidien Haaretz la semaine dernière, Gadi Shamni, un éminent général, expose en long et en large les nombreuses raisons militaires – tout à fait séparées des raisons politiques – pour lesquelles Israël ne pourrait jamais risquer d'autoriser les Palestiniens à avoir un état viable. Selon les meilleures évaluations de l'armée, argue-t-il, Israël aurait besoin de contrôler les frontières d'un tel état et la majorité de son territoire, y compris la Vallée du Jourdain, pendant une période allant « de 40 ans à éternellement ».

La réalité, c'est qu'aucun arrangement sur terre ne peut garantir de protection pour ceux qui sont dans la villa, avec les bêtes qui rôdent dehors. Soit il est temps d'abandonner la villa, soit il faut commencer à regarder la jungle comme une forêt à explorer.

Jonathan Cook

Article original en anglais : <http://www.thenational.ae/thenation...> , 7 janvier 2014

Traduction : Info-Palestine.eu – AMM

Jonathan Cook a remporté le Prix Spécial de journalisme Martha Gellhorn. Ses derniers livres sont Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the to Remake the Middle East(Pluto Press) et Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair (Zed Books). Voici l'adresse de son site : <http://www.jkcook.net>.

La source originale de cet article est thenational.ae

Copyright © [Jonathan Cook](http://JonathanCook.com), thenational.ae, 2014

Articles Par : [Jonathan Cook](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca